

APRÈS LA VISITE DE SOLIDARITÉ RÉUSSIE DE L'OPPOSITION**In Salah, le deuxième souffle**

Le mouvement anti-gaz de schiste prend un second souffle à In Salah. La visite, ce dimanche, d'une délégation de la Coordination nationale des libertés et de la transition démocratique (CNLTD) a provoqué un déclic. Désormais, et de l'aveu de la population locale, l'isolement d'In Salah est totalement rompu. La cause anti-gaz de schiste est devenue une affaire nationale et non plus celle d'une région de l'Algérie. Plus de deux mois et une semaine, après le début de la contestation, hier lundi, les manifestations se sont poursuivies. Une marche réunissant environ deux mille personnes a été improvisée dans la ville, selon des sources locales. Un rassemblement devant le siège de la

daïra, baptisé place de la Résistance, a été également tenu. Des tentes sont toujours installées sur place et la population est décidée à ne pas abandonner son combat écologique. Plusieurs sources locales précisent également que les informations selon lesquelles l'armée aurait donné un ultimatum aux manifestant de la «Place Somoud», pour lever le camp, sont fausses. Ce sont des rumeurs visant à déstabiliser l'élan du mouvement pacifique citoyen, soulignent-elles. Mais le fait le plus marquant est l'écho et la sympathie qu'a eus la visite de solidarité de l'opposition. De toutes les visites parlementaires, de partis du pouvoir et autres émissaires officiels, c'est pour la première

fois que les citoyens d'In Salah parlent d'un rapport de confiance. Abdellah Benaïche, enseignant et membre du comité d'accueil de la délégation de la CNLTD, affirme qu'il n'y a eu aucune crainte quant à une récupération politique. Bien au contraire, il insiste qu'un tel geste ne peut être animé que par de bonnes intentions. Soufiane Djilali, qui a conduit ladite délégation, a aussi parlé d'un enthousiasme impressionnant de la population, qu'il faut mettre sur le registre des acquis pour la cause et non pas sur celui d'un parti politique ou une personnalité. C'est un grand pas qui vient d'être franchi.

Mehdi Mehenni

SOUFIANE DJILALI, CHEF DE LA DÉLÉGATION DE LA CNLTD, EN VISITE À IN SALAH :**«C'est un succès pour la cause anti-gaz de schiste»**

Le Soir d'Algérie : Quelle était votre première impression en arrivant à la place de la Résistance ?

Soufiane Djilali : Nous étions impressionnés par le nombre de manifestants. Ils attendaient vraiment une telle visite. C'était un grand geste de solidarité pour eux, loin de tout sentiment de crainte quant à une récupération politique de leur combat.

Ils attendaient un tel geste pour rompre l'isolement d'In Salah et montrer l'attachement à l'unité nationale. Ils voulaient d'une telle action pour donner de l'ampleur à leur cause et à leur combat contre l'exploration du gaz de schiste.

A votre avis, comment ont-ils vraiment ressenti ce geste ?

Ils étaient très contents. La preuve, sans eux, nous ne serions jamais arrivés à In Salah. Lorsqu'ils ont su que nous étions bloqués et interdits de passage, à 70 km de la ville, au niveau d'un barrage de la Gendarmerie nationale, ils ont constitué un convoi d'une centaine de voitures pour venir nous chercher. Ils étaient aussi rassurés, car ils savaient

qu'il n'y avait aucune récupération politique derrière notre visite.

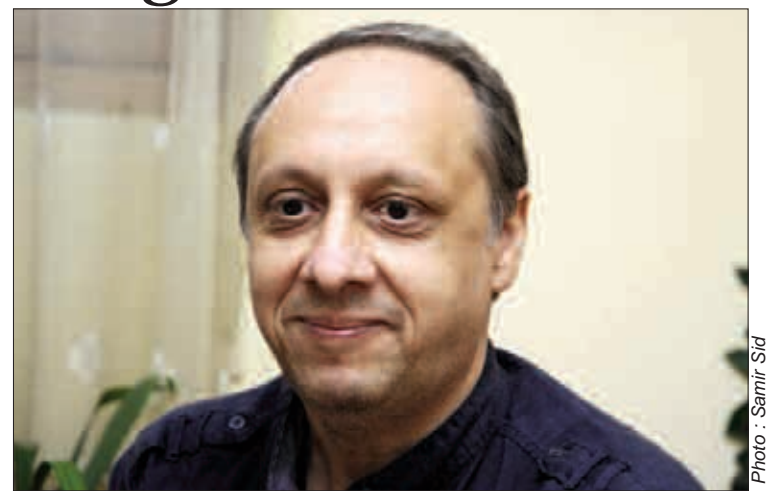
La confiance et l'enthousiasme très sincère que nous avons ressentis chez la population, nous ne les considérons pas comme un acquis pour un parti politique ou une personnalité. C'est plutôt un succès pour la cause anti-gaz de schiste.

N'est-ce pas un grand pas qu'un tel rapport de confiance puisse s'établir entre l'opposition et les citoyens ?

C'est énorme et c'est tellement important que ça devient inquiétant. Lorsque la population commence à faire confiance, il faut

redoubler d'effort et faire très attention pour ne pas la décevoir. Car au final, c'est la population d'In Salah qui est sur le terrain depuis plusieurs mois. Et elle est là, non pas pour le gain ou autres privilèges. Elle est là pour préserver sa vie et son environnement. Et c'est pour cela que nous devons la saluer pour la grande leçon qu'elle nous donne aujourd'hui. Quant à nous, nous n'avons fait que sept heures de route, malgré toutes les difficultés que nous avons rencontrées sur le chemin, mais cela reste minime par rapport au combat que mène la population d'In Salah.

Propos recueillis par M. M.



Soufiane Djilali.

Photo : Samir Sid

ABDELLAH BENAÏCHE, ENSEIGNANT ET MEMBRE DU COMITÉ D'ACCUEIL :**«L'État nous a tourné le dos, nous avons accueilli l'opposition»**

Le Soir d'Algérie : Comment avez-vous pris la visite de solidarité de l'opposition à In Salah ?

Abdellah Benaïche : Nous avons senti que nous n'étions pas seuls à nous battre pour notre cause. Avant la visite de l'opposition, nous avions le sentiment d'être isolés et que In Salah était une région perdue que personne ne pourrait atteindre pour nous soutenir. Nous avons enfin la preuve que le combat anti-gaz de schiste ne concerne

pas uniquement In Salah mais toute l'Algérie.

Vous avez réservé un grand accueil à l'opposition. Pourquoi ?

Nous avons reçu l'opposition à bras ouverts, parce que l'Etat nous a tourné le dos et refuse de prendre en considération nos inquiétudes concernant la fracturation hydraulique. Nous nous sommes penchés du côté de l'opposition car nous l'avons vue plus sensible à notre cause. Il y a eu d'abord la visite de Rachid Nekkaz, puis celle des

représentants de la CNLTD, et cela nous a apporté beaucoup de réconfort.

Vous n'avez pas eu des craintes quant à une récupération politique ?

Nous n'avons eu aucune crainte dans ce sens. Il y avait et il y a encore une grande confiance entre nous. Des gens qui font le trajet à partir d'Alger pour venir nous soutenir ne peuvent être animés que par de bonnes intentions.

Propos recueillis par M. M.

RENCONTRES INTERLIBYENNES D'ALGER**Bruxelles valide l'expertise algérienne**

Lamamra «raisonnablement optimiste», Bruxelles veut qu'Alger aboutisse...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Le Maroc qui veut initier le dialogue interlibyen ne poursuit, en définitive, qu'un objectif, empêcher l'Algérie de contribuer au rétablissement de la paix dans l'ex-pays de Gueddafi. La démarche est insensée. Folle.

Comme si l'Algérie disputait à la Syrie une initiative au Liban, à la Jordanie une volonté de prendre langue avec Bachar Al Assad ou à l'Égypte d'évoquer la situation au Sinaï avec Israël. La politique est depuis la nuit des temps d'abord affaire de géographie. Les stratèges modernes la définissent comme géostratégie.

En l'affaire, le Maroc n'a absolument rien à voir dans le dossier libyen. Ce n'est pas un voisin direct, n'a pas de frontières terrestres avec le pays et n'est nullement concerné par l'amélioration ou la détérioration qui peut y avoir lieu. Pourquoi les Libyens, premiers concernés, les Égyptiens, les Tunisiens et les Algériens qui sont, en quelque sorte, la zone du front, en appelleraient-ils à l'expertise marocaine dans le dossier ? Ils ont moins de raisons de penser que pour être facilitateur, il

faut être validé par des parties importantes en conflit ou du voisinage. Rabat est récusé par une forte composante des protagonistes en Libye qui lui reprochent son aveuglement-alignement sur les positions de l'Otan et de Sarkozy lors de la descente punitive contre Gueddafi. Qui peut croire, un seul instant, que la reconstruction de la Libye se fera sans l'inclusion d'ex-partisans de l'ex-guide de la révolution libyenne ? En tout cas pas les les Etats-Unis, l'UE, l'ONU qui cherchent à nouer contact avec des ex-officiers de l'armée libyenne. Des bidasses et du renseignement.

L'Égypte, la Tunisie et l'Algérie sont de précieux atouts dans cette perspective. L'autre erreur d'appréciation du Maroc dans l'épineuse question libyenne est le souhait des Etats-Unis de ne pas trop aller dans la destruction du pays. Le projet américain GME consistant en la destruction d'Etats, dont la Libye, ne place pas l'ex-Tripolitaine ou l'ex-Cyrénaïque en tête de série, pour le moment.

Cela a été envisagé au début, mais des réajustements semblent nécessaires. Priorité à la casse au Moyen-Orient, tout d'abord où le verrou syrien s'est avéré plus compliqué que prévu. L'Union européenne a aussi pesé d'un poids certain pour infléchir la politique américaine en Afrique du Nord et de laisser tranquilles les Etats qui y sont (Algérie,

Tunisie, Égypte, Maroc, Mauritanie) et d'œuvrer à maintenir la Libye dans ses frontières actuelles. Le Maroc, voiture-bélier des Etats-Unis et de l'Otan, avec la Turquie contre les régimes arabes non-moyenâgeux, travaille, toujours, sur cette seule hypothèse. Les services secrets américains ne sont pas obligés de l'instruire sur les nouveautés.

Dans ses approches avec les States et les Européens, le Maroc exige toujours que la question du Sahara occidental soit incluse dans la problématique d'ensemble, c'est-à-dire, lui donner le quitus onusien pour son occupation des territoires du peuple des ténèbres. Rabat, que la question sahraouie rend fou, inapte au raisonnement, n'arrive pas à saisir les complexités du dossier libyen. Ses interlocuteurs occidentaux le savent et l'ont déjà dessaisi du traitement du cas libyen. Après la mort de Hassan II, le Makhzen, dans sa version palais royal, a perdu le sens du rapport de force, de la realpolitik, ne maîtrise pas les enjeux internationaux. Mohammed VI fonctionne au «sentiment», à la «nostalgie», croit qu'en diplomatie, il y a de la place pour la haine ou l'amour, où le Maroc serait toujours la maîtresse préférée au brumeux et révolutionnaire voisin algérien. Il n'y a pas plus de place à une diplomatie makhzénienne qu'il y en a pour une autre. Les intérêts, seuls les intérêts pri-

ment et impriment les affaires entre les Etats. Présentement, l'Algérie — et ce n'est pas éternel — est un pivot, un élément central dans la géostratégie mondiale. Les Américains et les Européens de l'UE, les Russes, les Chinois, les Égyptiens, les Tunisiens se satisfont, largement, du rôle-clef qu'Alger joue dans la région. Élément stabilisateur en Afrique subsaharienne et incontournable dans le dispositif à inventer par la Libye de demain, l'Algérie, à la différence du Maroc, ne met pas le couteau sous la gorge de ses partenaires. Sur le dossier sahraoui, la diplomatie algérienne ne fait que rappeler son attachement au droit international consigné à l'ONU.

Le Maroc, tellement en colère, ce qui est de mauvais présage en diplomatie, n'arrive pas à assimiler que la paix en Libye est affaire de sécurité pour l'Algérie. Simplement. Tout simplement. Rien à voir avec le Sahara occidental, territoires non-autonomes, identifiés comme relevant de la doctrine des Nations-Unies en matière de décolonisation.

Après Alger, le dialogue interlibyen reprendra à Bruxelles. C'est dire que l'UE tient à l'expertise algérienne. Le relex algérien a, pour ce qui le concerne, estimé qu'il «était raisonnablement optimiste».

A. M.